

LES ORGANISATEURS DE SPECTACLES NON SUBVENTIONNÉS
LANCENT UN CRI D'ALARME

La culture privée se rebiffe

Les opérateurs culturels du secteur privé sont aux abois. S'estimant discriminés par rapport aux institutions subventionnées, ils réclament des aides pour ne pas sombrer et s'organisent enfin en deux nouvelles fédérations. FRÉDÉRIC BRÉBANT

Ils sont fatigués, dépités, énervés. Depuis plus d'un an, les représentants du monde culturel se battent pour survivre en pleine crise sanitaire, guettant en vain le bout du tunnel. Le coronavirus les a anesthésiés, mais les comédiens, directeurs de théâtre, producteurs et autres agents d'artistes ne baissent pas les bras pour autant. Prisonniers de la pandémie, ils continuent de rêver à de nouveaux projets et, surtout, se mobilisent pour sensibiliser les acteurs politiques au drame qu'ils subissent. Ils ne demandent pas grand-chose : juste un peu d'aide financière et des lueurs d'espoir en ces temps castrateurs. Dans ce combat pour leur survie, tous les opérateurs culturels ne sont cependant pas logés à la même enseigne. Le grand public

l'ignore généralement mais, au quotidien, le monde de la culture n'est pas indivisible : il y a les institutions subventionnées d'un côté et les compagnies privées de l'autre. Bien sûr, elles souffrent ensemble de l'absence de spectateurs et de la chute brutale de leurs revenus, mais les premières sont beaucoup moins impactées au vu des subventions qui continuent de tomber. Les secondes, en revanche, ne peuvent compter que sur leur billetterie pour exister.

Deux poids, deux mesures

Le fossé entre ces deux types d'opérateurs culturels en Fédération Wallonie-Bruxelles est d'autant plus perceptible que les aides dégagées jusqu'ici via les fonds de relance Covid ont été majoritairement versées aux opérateurs sub-



sidés. “Depuis le début de la pandémie, les institutions subventionnées ont touché plus de 51 millions des autorités publiques alors que les opérateurs culturels du secteur privé n'ont reçu que 3 millions, déplore le comédien Alain Leempoel, directeur de la société Panache Diffusion et vice-président de la Fédération de la culture indépendante fraîchement constituée. Or, il faut savoir que 70% du public qui se rend au spectacle en Fédération Wallonie-Bruxelles vient voir des œuvres qui ne sont pas subventionnées ! Il y a comme une forme d'injustice et c'est pourquoi nous lançons à nouveau un cri d'alerte pour que le monde politique ne nous laisse pas tomber. Car si les politiques ne font rien, les plus petits d'entre nous vont crever.”

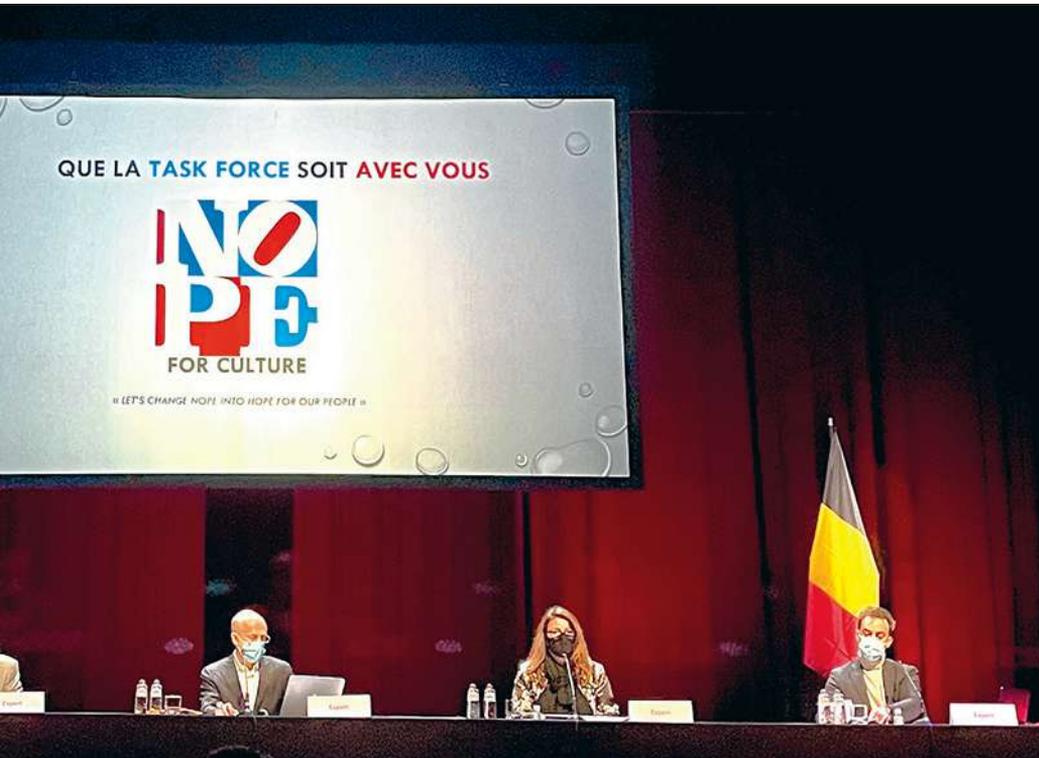
Drôle de CNS

Ce n'est pas le premier appel de détresse que les opérateurs privés lancent aux autorités. Le mois dernier, plusieurs acteurs culturels non subventionnés ont en effet invité les journalistes au Cirque Royal de Bruxelles pour une conférence de

Le monde du théâtre belge a vu ses recettes s'effondrer de 75 millions d'euros en 2019 à moins de 15 millions en 2020, plaçant ainsi une série d'artistes et de producteurs dans une situation des plus inconfortables.

⬇️ CNS POUR... "CULTURE NON SUBSIDIÉE"

Plusieurs acteurs culturels non subventionnés ont organisé une conférence de presse parodiant les séances du Conseil national de sécurité.



PHOTOS : PFG

presse en forme de Conseil national de sécurité. Mais sous le sigle CNS s'affichaient cette fois les mots "Culture non subsidiée" avec, sur la scène, un vrai-faux spectacle où des comédiens renommés remplaçaient Alexander De Croo et consorts derrière leur pupitre. L'objectif? Mettre un coup de projecteur sur les acteurs de la culture indépendante, peu interrogés dans les médias et fortement discriminés par rapport aux institutions subventionnées dans cette crise sanitaire. Cet appel au secours a-t-il été entendu? "Oui et non, répond Alain Leempoel qui a profité de cet événement pour annoncer la création de la Fédération de la culture indépendante afin de mieux faire entendre la parole de ses membres. Jusque-là, les différents ministres se renvoyaient la balle pour savoir si nous, opérateurs privés, dépendions du ministère de la Culture ou de l'Economie puisque, non subsidiés, nous avons été mis dans la case du secteur événementiel. Aujourd'hui, notre dimension culturelle est enfin prise en compte et nous sommes invités aux réu-



⬆️ ALAIN LEEMPOEL (PANACHE DIFFUSION)

"Depuis le début de la pandémie, les institutions subventionnées ont touché plus de 51 millions des autorités publiques alors que les opérateurs culturels du secteur privé n'ont reçu que 3 millions."

nions sectorielles, mais nous ne sommes toujours pas traités sur un pied d'égalité au niveau financier. Bien sûr, nous ne demandons pas de subventions puisque nous sommes des sociétés privées, mais au moins des aides à la relance qui soient significatives pour ne pas sombrer."

Une perte de 319 millions

Plombés par le maintien de leurs frais fixes sans toucher de revenus, les acteurs du monde culturel sont au bout du rouleau.

En Belgique, la Sabam – société des auteurs, compositeurs et éditeurs – est un bon baromètre de l'activité artistique et elle a récemment calculé l'impact de la crise sanitaire sur cet écosystème.

Ainsi, en 2020, les revenus issus des différents événements culturels en Belgique (concerts, pièces de théâtre, spectacles, festivals, etc.) ont chuté de 87%, passant de 367 millions d'euros en 2019 à 48 millions l'année dernière, soit une perte sèche de 319 millions pour l'ensemble du secteur.

La raison en est simple: selon la

Sabam, moins de 21.500 événements culturels ont été organisés sur notre territoire en 2020 contre près de 93.000 l'année précédente. Et malheureusement, l'année 2021 n'annonce pas vraiment des résultats prometteurs. Durement touché, le monde du théâtre belge a vu ses recettes s'effondrer de 75 millions en 2019 à moins de 15 millions en 2020, plaçant ainsi une série d'artistes et de producteurs dans une situation des plus inconfortables. "L'année dernière, le chiffre d'affaires de ma société a été divisé par 10, déplore l'humoriste Vincent Taloché, patron de Corniaud & Co Productions, une société qui produit et diffuse les spectacles de différents humoristes en Belgique, en France et en Suisse, dont les Frères Taloché. Nous étions une équipe de quatre personnes à temps plein avant le Covid. Aujourd'hui, je suis seul aux commandes en attendant que ça reprenne."

Prendre l'humour au sérieux

Dans cet arrêt soudain de ses activités, Vincent Taloché a surtout eu la fâcheuse surprise de découvrir que les spectacles d'humoristes n'étaient pas repris dans le décret des Arts de la scène de la Fédération Wallonie-Bruxelles et que ceux-ci ne pouvaient dès lors pas prétendre à d'éventuelles aides. "Le monde de l'humour a toujours été mis à part dans la sphère culturelle et même dans l'univers du théâtre, regrette Vincent Taloché. Or, les humoristes n'ont jamais été si nombreux. En sept ans à peine, leur nombre s'est vu multiplié par 10! Aucun autre secteur du monde des arts vivants n'a connu une telle progression et j'ai donc pris l'initiative, il y a quelques mois, ➔



**VINCENT
TALOCHÉ
(CORNIAUD & CO
PRODUCTIONS)**

“J’ai pris l’initiative, il y a quelques mois, de rassembler les humoristes belges dans une nouvelle structure pour que nous soyons enfin reconnus par les instances publiques.”

de rassembler les humoristes belges dans une nouvelle structure pour que nous soyons enfin reconnus par les instances publiques.”

Officiellement inscrite au Moniteur belge en décembre dernier, la Fédération belge des professionnels de l’humour compte déjà aujourd’hui plus de 120 membres parmi lesquels on trouve de grands noms comme Virginie Hocq, Alex Vizorek, Laurence Bibot, Guillermo Guiz ou encore Pablo Andres. A vrai dire, l’idée n’est pas neuve et vient, comme le rappelle Vincent Taloché, de l’autre côté de l’Atlantique. “Au Québec, l’Association des professionnels de l’industrie de l’humour existe déjà depuis plus de 20 ans, explique le patron de Corniaud & Co Productions.

Sa mission est de soutenir pleinement les humoristes et, contrairement à ce qu’on vit en Belgique, les responsables québécois n’ont aucun problème à rassembler les notions d’humour et d’industrie dans le même titre. Rappeler cette dimension économique est aussi nécessaire chez nous pour consolider tout un secteur et favoriser son exportation au-delà de nos frontières.”

Un double combat

Vincent Taloché n’en rougit pas : l’humour est un business comme un autre et son salut peut aussi venir du monde de l’entreprise. Le producteur de spectacles tente d’ailleurs de nouer aujourd’hui des partenariats avec des acteurs du monde économique mais sa priorité, pour l’instant, est d’obtenir d’abord la reconnaissance de sa jeune fédération par les instances officielles pour sortir de l’ornière creusée par la crise sanitaire. “Nous menons aujourd’hui un double combat,

détaille le fondateur de la Fédération belge des professionnels de l’humour. Le premier est d’obtenir une aide financière des autorités officielles pour que notre ASBL puisse réellement démarrer. Cela permettrait à un ou deux équivalents temps plein de faire fonctionner la fédération au quotidien, afin de mener un deuxième combat : celui d’une reconnaissance du métier d’humoriste comme faisant partie intégrante des Arts de la scène pour bénéficier enfin des aides Covid.”

Une reprise, vraiment ?

Bien sûr, la vaccination progresse et les mesures de déconfinement suivent timidement. Au dernier comité de concertation, il a ainsi

Lorsque toutes les salles rouvriront leurs portes “comme avant”, il est acquis qu’un phénomène d’embouteillage surgira à l’agenda.

été décidé d’autoriser l’organisation de manifestations culturelles en extérieur à partir du 8 mai pour un public de 50 personnes maximum. Pour de nombreux artistes, c’est déjà un précieux ballon d’oxygène. Mais pour la plupart des opérateurs privés, cette mesure est un coup d’épée dans l’eau.

“Croire que l’on peut rentabiliser un événement culturel avec un public de 50 personnes en extérieur alors que l’on est censé encadrer les spectateurs avec des mesures sanitaires qui, elles aussi, occasionnent des frais, relève de la naïveté, déplore Alain Leempoel, vice-président de la Fédération de la culture indépen-

dante. On ne pourra parler véritablement de reprise que lorsqu’on l’on sera en mesure d’accueillir le public dans son ensemble. Car il faut savoir que les organisateurs de spectacles non subventionnés ne gagnent leur vie qu’à partir du moment où leur salle est remplie à 80%. En dessous de ce seuil, nous jouons à perte !”

Risque d’embouteillage

Ardemment souhaitée par l’ensemble des acteurs culturels, la reprise à 100% fait toutefois grincer quelques dents. Lorsque toutes les salles rouvriront leurs portes “comme avant”, il est en effet acquis qu’un phénomène d’embouteillage surgira à l’agenda. A côté de tous les spectacles déjà reportés à maintes reprises viendront s’ajouter les nouvelles productions montées durant le confinement et qui tenteront, elles aussi, de décrocher des dates dans le planning déjà bien rempli des propriétaires de salles.

“Là aussi, les plus petits risquent de morfler car la priorité sera donnée aux spectacles subventionnés et aux grosses productions du privé, s’inquiète l’humoriste Vincent Taloché. S’il est certain qu’il y aura un embouteillage de spectacles lors de la vraie reprise, il n’est toutefois pas acquis que le public viendra pour autant. Pour deux raisons : les gens auront-ils encore les moyens financiers de sortir tous les soirs et, surtout, n’auront-ils tout simplement pas peur de revenir en masse au spectacle en raison de la pandémie ? Ce sont des questions que l’on se pose aujourd’hui...”

Méchamment ralenti, le monde de la culture n’a pas fini de ramer. **t**

-87%

La chute des revenus du secteur culturel belge en 2020 par rapport à 2019.